

27 juillet 2017

**Le gouvernement fédéral s'enfonce  
dans la voie sans issue de destruction nationale**

## **Injection de milliards en fonds publics pour les corridors de transport pour l'édification d'empire dominée par les États-Unis**



**Le gouvernement s'enfonce dans la voie sans issue de destruction nationale**

- Injection de milliards en fonds publics pour les corridors de transport pour l'édification d'empire dominée par les États-Unis
- Vente des aéroports canadiens -- Tout privatiser et brader le pays aux oligarques mondiaux ne va qu'aggraver la crise

**Opposition croissante à la privatisation des biens publics**

- Les travailleurs du secteur public de l'Ontario dénoncent les bâtisseurs d'empire d'Hydro One pour leur achat d'un service d'utilité publique américain
- Santé Canada autorise une clinique privée du Nouveau-Brunswick à rémunérer les donneurs de plasma
- À nos lecteurs

**Le gouvernement s'enfonce dans la voie sans issue de destruction nationale**

## **Injection de milliards en fonds publics pour les corridors de transport pour l'édification d'empire dominée par les États-Unis**

*La classe ouvrière est déterminée à affirmer son droit de bâtir le nouveau !*

Transports Canada a récemment annoncé l'injection d'un autre 2,1 milliards \$ dans l'Initiative des corridors de commerce et de transport pour servir les oligopoles mondiaux et leur contrôle de l'économie canadienne et internationale. [1]

Dans un communiqué de presse du 4 juillet, Transports Canada déclare que l'Initiative des corridors de commerce et de transport vise à « une plus grande efficacité du transport des marchandises vers les marchés », laquelle « permettra aux entreprises canadiennes d'être plus concurrentielles, de prendre de l'expansion et de créer encore plus d'emplois à long terme ».

L'oligarchie financière n'a pas comme objectif de « créer des emplois » ou d'appuyer « les entreprises canadiennes ». Son objectif est de maximiser le rendement sur ses investissements et d'étendre ses empires en écrasant ses concurrents et en exploitant les ressources et le temps de travail des Canadiens. Son recours aux fonds, à l'infrastructure et au pouvoir de police de l'État pour servir ses objectifs privés étroits est devenue la pratique courante au sein du système impérialiste d'États.



Selon Transport Canada, ce programme vise à « appuyer les entreprises canadiennes et à stimuler la création d'emplois...Le Canada souligne aussi sa grande histoire commerciale et reconnaît la contribution importante des transports à l'égard de la croissance économique et du soutien à la classe moyenne du pays. »

La construction initiale du chemin de fer est/ouest, des ports des Maritimes puis plus tard de Colombie-Britannique, d'une flotte de navires marchands, d'Air Canada entreprise d'État desservant la plupart des villes canadiennes de même que des autoroutes et des ponts reliant les centres de peuplement éloignés et les régions-ressources étaient des traits d'un projet d'édification nationale visant en partie à faire échec au continentalisme expansionniste de l'impérialisme américain. Cette édification nationale du 19e et du 20e siècle est morte maintenant et a fait place à l'édification d'empire mondiale dirigée par les États-Unis où le Canada est intégré à une Forteresse Amérique du nord dominée par les États-Unis. Les oligopoles mondiaux ont pris le contrôle des ressources humaines et matérielles du Canada, surtout dans les secteurs de base de l'extraction minière, de l'énergie, de la production manufacturière, des finances, des services au détail, de la culture et dans le militaire. L'économie canadienne s'est fondue dans des empires privés mondiaux dominés par les États-Unis et les arrangements de libre-échange, les alliances militaires et les autres arrangements internationaux des impérialistes américains en quête de l'hégémonie mondiale.

Le gouvernement Trudeau et les autres gouvernements depuis celui de Brian Mulroney ont engagé le Canada dans un vaste ensemble mondial d'arrangements militaires et économiques, dont des corridors de commerce et de transport, qui servent les oligopoles privés mondiaux agissant au sein

du système impérialiste d'États dominé par les États-Unis. Cette direction régressive n'a absolument rien à voir avec une édification nationale qui garantit le bien-être du peuple et affirme son droit de décider de son avenir, de contrôler son économie et de résoudre ses problèmes au bénéfice de tous.

Transports Canada ignore dans son annonce le contexte économique dans lequel ces fonds de l'État sont déboursés. Selon le communiqué, le problème principal que vit l'économie canadienne semble être les engorgements dans les transports des marchandises du Canada vers les marchés mondiaux, notamment le marché américain dominant, et vice-versa. Si les corridors de transport sont améliorés, les problèmes de l'économie vont disparaître, suggère Transports Canada.

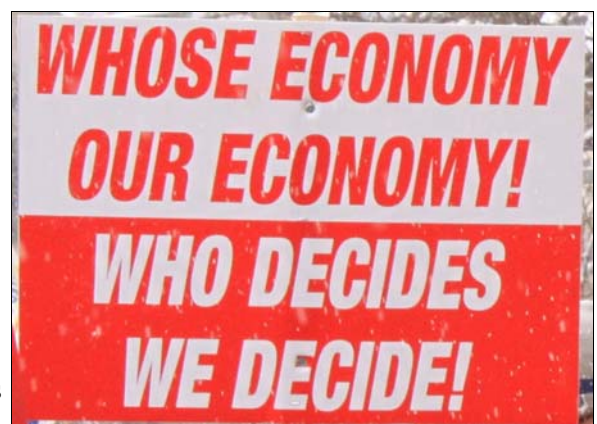


Cette suggestion ne correspond pas aux faits. Cette annonce a été faite à peu près en même temps qu'Emploi et Développement social Canada a révélé qu'un nombre plus grand de demandeurs d'assurance-emploi reçoivent cinq semaines additionnelles de prestations dans 15 régions où le chômage a explosé depuis deux ans. Ce programme d'extension de l'admissibilité à l'assurance-emploi, bien que très inférieur aux besoins réels, a délié temporairement les cordons

de la bourse de l'assurance-emploi suite à l'augmentation du chômage dans plusieurs régions. Il avait été prévu que le nombre des chômeurs touchant ces cinq semaines additionnelles de prestations serait d'environ 235 000 mais il a atteint le nombre de 317 261.

La plus grande partie de cette augmentation du chômage et des prestations prolongées se retrouve dans les régions d'extraction des ressources qui ont été durement touchées par le déclin de la demande et des prix mondiaux du marché en produits issus des ressources naturelles. L'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador étaient très dépendants des exportations et de l'emploi et de la valeur que les travailleurs produisent en extrayant les ressources naturelles. Le problème que vivent l'Alberta et la plupart des régions du Canada est de nature interne parce que les exportations supplantent l'économie domestique, son appui sur soi, sa vitalité et sa capacité à se tenir sur ses deux jambes. Le contrôle de l'économie et des choses qui affectent directement la vie des gens est quelque chose d'impossible dans une situation où c'est l'exportation qui domine et où le contrôle sur les prix et la demande extérieure n'est pas possible.

Ce n'est pas l'engorgement du transport des marchandises qui est le problème. Le problème, c'est l'économie domestique interne sur laquelle les Canadiens, au premier chef les producteurs véritables, n'exercent pas de contrôle. Les Canadiens ne sont pas capables de gérer les forces productives modernes socialisées parce qu'ils ne sont pas au contrôle de l'économie. La capacité productive de l'économie moderne de production industrielle de masse est énorme mais elle doit être placée sous le contrôle et la gestion scientifique des véritables producteurs et pourvue d'un objectif qui sert les producteurs, le bien commun et l'intérêt général de la société.



Les Canadiens ne déterminent même pas quelque chose d'aussi fondamental que le prix de marché de ce qu'ils produisent pour qu'il corresponde au prix de production. Les Canadiens ne contrôlent pas la quantité de production qui est faite de tel ou tel bien, y compris des produits de base essentiels

comme l'acier et ils ne peuvent donc pas combler la demande apparente interne pour fournir une mesure de stabilité et de sécurité au secteur. Les Canadiens ne contrôlent pas leur système bancaire et sont même en train de perdre le contrôle des services publics et des programmes sociaux qui sont vendus à des investisseurs mondiaux désireux d'exploiter chaque aspect de l'économie et qui voient ainsi une valeur déjà produite être détournée dans leurs coffres privés.

Les Canadiens sont littéralement à la merci de l'oligarchie financière internationale et de ses empires privés. Ce sont eux qui contrôlent les secteurs de base. Leurs empires servent leur objectif privé étroit et leur besoin d'étendre leur richesse et de défendre leur privilège de classe en niant aux Canadiens ce qui leur revient de droit. Les oligarques se font la concurrence pour défendre et étendre leurs empires privés au sein d'un système qu'on ne peut décrire autrement que de l'anarchie menant aux crises, à la violence et à la guerre. Le problème s'aggrave avec la concentration plus poussée de la richesse sociale que les travailleurs produisent dans les mains des oligopoles mondiaux et des multimilliardaires qui l'utilisent et utilisent le pouvoir d'État pour servir leurs intérêts privés étroits.

Les médias rapportent que le ministre des Transports Marc Garneau, lors du dîner-causerie où il a fait l'annonce de l'injection des fonds de l'État, a dit de manière honteuse que le gouvernement canadien est prêt à payer l'entier de la note en ce qui concerne les corridors de transport à la frontière avec les États-Unis, comme le Canada le fait déjà avec le Pont international Gordie Howe qui relie Détroit et Windsor.



Dévoués au privilège de classe des oligarques et à leur objectif d'un pouvoir et d'une richesse sociale toujours plus grands, les représentants du gouvernement semblent incapables de présenter la réalité telle qu'elle est. Leur vision du monde et leur pensée impérialistes ne peuvent concevoir une société qui assume sa responsabilité sociale ou qui change la direction de l'économie.

Le ministre Garneau ne considère pas comme un problème que le Canada en tant que nation commerçante dominée:

- ne possède ni ne contrôle ses secteurs économiques de base et n'a pas sa voix souveraine en ce qui concerne le développement économique ;
- ne détermine pas et ne contrôle pas les prix de marché de ses produits issus des ressources naturelles et d'aucun de ses produits en réalité ;
- n'a pas d'arrangement en ce qui a trait aux exportations et aux importations avec les pays souverains fondés sur des critères modernes de justice, de stabilité, d'avantage et de développement mutuels et de contrôle souverain, à l'extérieur du contrôle des empires privés mondiaux et en opposition à celui-ci ;
- est empêtré dans des arrangements mondiaux comme l'Organisation mondiale du commerce et les arrangements de libre-échange qui remettent les décisions économiques dans les mains de ceux qui possèdent et contrôlent une grande quantité de richesse sociale et ont comme seul objectif d'accroître leur richesse, leur pouvoir et leur privilège de classe en exploitant les ressources et la classe ouvrière du Canada et d'autres pays ;
- attire ces individus et ces entités mondiales, pour qu'ils viennent faire de l'argent, en mettant à leur



disposition les ressources du Canada de même que sa classe ouvrière éduquée, entraînée et vigoureuse et en leur fournissant l'infrastructure, notamment les corridors de transport, et les mesures d'État policier qui permettent de restreindre les travailleurs dans l'exercice de leurs droits ;

- est à la merci du marché mondial dominé par les oligopoles et n'est pas capable de se protéger des crises économiques cycliques inévitables qui surgissent au sein du système impérialiste d'États dominé par l'empire américain, que ce soit les crises économiques généralisées comme celle de 2008 ou la crise sectorielle actuelle des prix de marché de l'énergie et des autres ressources qui sont en bas de leur prix de production.

À l'échelle du pays, les travailleurs s'opposent à ce déni de la réalité et aux ambitions pragmatiques du gouvernement canadien de servir les ambitions des oligopoles mondiaux à tout prix au détriment du bien-être et de la sécurité des Canadiens et de leur économie. Il devient de plus en plus clair que la classe ouvrière doit prendre en main sa responsabilité sociale de changer la direction de l'économie pour qu'elle fonctionne sans crises pour le bénéfice de tous. À cet égard, les travailleurs avancés bâtissent la presse indépendante de la classe ouvrière, comme le *Forum ouvrier*, et se joignent à des campagnes comme celles que mène le Parti marxiste-léniniste du Canada, qui mettent l'accent sur le besoin de la mobilisation de masse politique et idéologique du peuple pour bâtir le nouveau.



La classe ouvrière ne s'attend pas à ce que l'élite impérialiste dominante ne lève ne serait-ce qu'un seul doigt pour contribuer à un projet moderne d'édification nationale qui investit le peuple de la souveraineté et défend les droits de tous. L'élite dominante a tout fait pour liquider l'édification nationale et fait tout pour bloquer, désorganiser et priver la classe ouvrière de sa vision du monde et de ses institutions indépendantes et de son droit fondamental de bâtir le nouveau. Les travailleurs sont déterminés à priver l'élite dominante de son pouvoir de priver les travailleurs de ce qui leur revient de droit, le droit de bâtir le nouveau !

## Note

1. Dans son communiqué du 4 juillet, Transports Canada décrit ainsi comment les fonds se sont dépensés.

Deux milliards de dollars seront versés sur 11 ans pour « le Fonds national des corridors commerciaux, un programme fondé sur le mérite ... pour renforcer l'infrastructure de commerce du Canada, notamment les ports, les voies navigables, les aéroports, les routes, les ponts, les postes frontaliers et le réseau ferroviaire, et améliorer la communication entre eux ».

Cinquante millions de dollars seront injectés sur 5 ans pour « stimuler l'innovation et favoriser l'adoption des véhicules aériens non habités (UAV) et des véhicules connectés et automatisés ».

Cinquante millions de dollars le seront sur 11 ans pour « lancer un système d'information sur le commerce et le transport dont le fonctionnement sera assuré par un nouveau centre canadien de

données sur les transports, pour avoir accès à des renseignements de haute qualité en temps utile sur notre réseau de transport ».



## **Vente des aéroports canadiens - Tout privatiser et brader le pays aux oligarques mondiaux ne va qu'aggraver la crise**

Les aéroports canadiens sont les plus récents actifs publics à être mis aux enchères. Le gouvernement Trudeau a retenu les services de la compagnie américaine PriceWaterhouseCoopers pour qu'elle considère la vente de participations au capital dans les aéroports canadiens et dresse un plan pour le faire. L'année dernière, le gouvernement fédéral avait retenu les services du Credit Suisse Group AG pour qu'il examine la possibilité de vendre les huit plus gros aéroports du pays : Vancouver, Montréal, Toronto, Edmonton, Calgary, Ottawa, Winnipeg et Halifax.

La vente des aéroports met l'eau à la bouche d'une section de l'élite impérialiste dominante, en tant qu'acheteurs et vendeurs. Pour les acheteurs, les aéroports représentent un service public nécessaire où les frais d'utilisation et de location pour les compagnies aériennes, les passagers et les commerces au détail présentent un immense potentiel de profit privé. Pour les vendeurs, le prix de vente présente une injection unique d'argent dans les coffres fédéraux qui sera transférée dans les coffres d'autres oligarques.



Selon un porte-parole de Transport Canada, le modèle actuel de propriété d'aéroport est le suivant : « Les autorités aéroportuaires, les entités qui gèrent les plus grands aéroports au Canada, sont des sociétés privées, à but non lucratif, et sans capital-actions. Il ne s'agit pas d'entités gouvernementales. Dans ce contexte, le terme 'privatisation' a le sens général d'un transfert de la structure de société à but non lucratif actuelle vers une structure de société lucrative. » Cette définition de Transports Canada n'est pas honnête. Si les aéroports ne sont pas des « entités gouvernementales » mais des sociétés privées, pourquoi le gouvernement fédéral a-t-il le droit alors de vendre ces sociétés privées et d'empocher le prix de vente ?

Dans le monde de l'élite néolibérale, vendre les aéroports canadiens est une transaction sans conséquence, un simple ajustement sans importance à la structure de société. Cette fausse candeur vise à faire oublier que le contrôle est donné aux oligopoles qui, eux, sont hors de contrôle. Selon la conception du monde impérialiste, les privilèges de l'État servent à imposer comme but à la société l'extraction du profit privé de chaque cellule de l'économie pour les oligarques au détriment du peuple et du pays. Les vendeurs et les acheteurs représentent les mêmes intérêts. Les individus qui en font partie passent en douceur du gouvernement à la grande entreprise, deviennent des personnes-ressources de l'État puis reviennent à leur rôle de promoteurs des intérêts, carrières et entreprises privés. Le meilleur exemple en est le ministre des Finances, Bill Morneau. Le fait de passer de sa compagnie Morneau Shepell au gouvernement lui ouvre de grandes possibilités de faire avancer sa carrière et les intérêts privés de sa compagnie milliardaire et du secteur. Les gouvernements à tous les niveaux exercent une immense influence et offrent toutes sortes de possibilités pour l'expansion.

On lit sur le site web de Morneau Shepell cette description de l'entreprise : « Santé et avantages sociaux, sous-traitance administrative, gestion des risques et des actifs, retraite et régimes de retraite ».

Il est trompeur de décrire les aéroports comme des « sociétés privées, à but non lucratif et sans capital-actions ». Les aéroports sont des installations nécessaires au transport aérien. Sans aéroports, les compagnies aériennes ne pourraient opérer. La valeur produite par les travailleurs d'aéroport est incorporée dans la valeur produite par les travailleurs des compagnies aériennes, ce qui représente la valeur entière d'un voyage pour un passager ou d'un siège disponible sur un avion, sans mentionner le transport des marchandises. Cette valeur ne comprend pas le secteur de commerce au détail aux aéroports, lequel n'est pas partie intégrante du transport aérien mais a sa propre dynamique.

La privatisation de l'industrie aérienne du Canada a commencé au milieu du XX<sup>ème</sup> siècle avec la formation de Canadian Pacific Airlines, une filiale de CP Rail, de même que Pacific Western Airlines et Wardair en tant que transporteurs privés. Le gouvernement fédéral de Brian Mulroney a privatisé Air Canada en 1988, qui a fusionné plus tard avec une autre compagnie privée, Canadian Airlines.



**Les travailleurs d'entretien d'Air Canada (à gauche) et les agents de bord en lutte pour leurs droits en 2011**

Air Canada privatisé a intensifié la lutte de classe contre ses employés pour les forcer à réduire leurs réclamations à la valeur qu'ils produisent. Se servant du fait qu'elle était une société privée comme d'une arme, Air Canada a eu recours à la protection de la faillite de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC) en 2003 pour exiger des réductions draconiennes des salaires et des avantages sociaux ainsi que des changements régressifs aux régimes de retraite et aux conditions de travail des travailleurs.

Les aéroports se servent de leur structure d'affaires pour maintenir leurs employés dans un état de désorganisation et d'insécurité. Les aéroports ne se considèrent pas l'employeur de la plupart des travailleurs qui font le travail mais plutôt comme des centres de coordination qui font affaire avec d'autres compagnies en sous-traitance pour des périodes limitées. C'est ainsi que les travailleurs d'aéroport n'ont même pas la stabilité d'avoir un employeur direct, soit une agence ou une société d'État qui contrôle directement les moyens de production et en est responsable. En raison de ce manque de stabilité et d'un employeur central à l'endroit de travail, les travailleurs subissent une pression à la baisse constante sur leur réclamation à la valeur qu'ils produisent au gré des entreprises à contrat qui vont et viennent.

L'envoi en sous-traitance du travail aux aéroports expose le mensonge que ces derniers sont « à but

non lucratif », puisque les compagnies à contrat sont des compagnies privées à but lucratif qui réclament une portion de la valeur ajoutée produite par leurs travailleurs.

L'instabilité et les salaires et avantages sociaux à la baisse et les piètres conditions de travail sont aussi le lot des travailleurs du commerce au détail qui travaillent à l'aéroport. Les travailleurs du commerce au détail à l'aéroport sont perçus comme des travailleurs de comptoirs au détail séparés et non comme des employés de l'aéroport. Ce statut sert à les diviser des autres travailleurs de l'aéroport, à affaiblir leur force collective et à les priver de leurs droits.

La valeur produite par les travailleurs d'aéroport est réalisée dans l'échange par les frais de location des compagnies aériennes et les frais d'usager des passagers. La valeur ajoutée produite par les travailleurs d'aéroport est versée à divers réclamants, dont les hauts dirigeants, l'intérêt sur la dette existante, les propriétaires des compagnies en sous-traitance où les travailleurs font le travail, l'État, et elle sert aussi possiblement à une réduction des taux de location des entreprises aériennes et des frais d'usager des passagers et au réinvestissement dans les aéroports à des fins de rénovation et d'agrandissement.



**Les travailleurs de l'Aéroport international Pearson à Toronto s'unissent dans l'action à l'occasion du Premier Mai 2017.**

La vente des aéroports canadiens concentrerait leur propriété entre les mains de l'oligarchie financière mondiale, ce qui accroîtrait sa richesse, son pouvoir et son contrôle sur la vie des Canadiens. La valeur ajoutée produite par les travailleurs d'aéroport sortirait plus souvent qu'autrement de l'économie locale et se retrouverait dans les coffres des oligarques mondiaux ayant pris le contrôle. Il se pourrait même qu'une pression soit exercée pour augmenter les frais de location des compagnies aériennes et des commerces au détail et éliminer toute réclamation que ces compagnies avaient coutume de faire à la valeur ajoutée produite par les travailleurs d'aéroport. C'est une des raisons pour lesquelles une section de l'élite impérialiste dominante s'oppose à la vente des aéroports. En plus, la pression à la hausse sur les frais d'usager serait constante.

Pour les travailleurs d'aéroport partout au pays qui luttent pour défendre leurs intérêts et leurs droits par des actions organisées avec analyse, l'adversaire dans la lutte de classe ne serait plus le même, dans le sens que la lutte se mènerait plus directement contre les oligarques mondiaux et leurs armes d'État telles la LACC. La méthode actuelle des entreprises qui consiste à envoyer en sous-traitance des parties disparates du travail effectué dans les aéroports se poursuivrait probablement puisque la sous-traitance est une des méthodes favorites des oligarques, en particulier dans les secteurs de service.

Cette situation place devant les Canadiens la tâche de changer la direction de l'économie dans son ensemble, afin de la soutirer au contrôle de l'oligarchie financière et de son privilège de classe et de son pouvoir très puissant de priver le peuple de ses droits. L'économie doit servir ceux qui font le travail, ceux qui ont besoin de la valeur d'usage produite par les travailleurs, et les intérêts généraux de la société. Pour en arriver là, la classe ouvrière doit organiser ses quartiers-généraux et ses institutions politiques indépendants et priver l'élite impérialiste dominante de son pouvoir de priver les Canadiens du droit de contrôler les affaires qui affectent leur vie, en particulier les secteurs de base de l'économie.



Tout en oeuvre pour bâtir le nouveau, un projet moderne d'édification nationale qui investit le peuple du pouvoir souverain et garantit son bien-être et ses droits !



### **Opposition croissante à la privatisation des biens publics**

## **Les travailleurs du secteur public de l'Ontario dénoncent les bâtisseurs d'empire d'Hydro One pour leur achat d'un service d'utilité publique américain**



**Marche à Queen's Park le 8 avril 2017 contre la privatisation d'Hydro One par le gouvernement ontarien**

Hydro One est la société qui transporte et distribue l'électricité de l'Ontario. Au cours des deux dernières années, le gouvernement de l'Ontario a vendu par morceaux des lots d'actions de la société Hydro One à des intérêts privés. La part de la propriété non étatique d'Hydro One est maintenant de 60 %. Récemment, Hydro One privatisé a utilisé les anciens actifs publics en garantie pour emprunter 3,4 milliards \$ pour financer l'achat d'une société américaine de production et de distribution de gaz et d'électricité, appelée Avista, et a également pris en charge la dette de la compagnie achetée estimée à 2,3 milliards \$US.

La section ontarienne du Syndicat canadien de la fonction publique a fortement dénoncé la privatisation d'Hydro One et son achat récent, qui vont à l'encontre du bien et de l'intérêt public. Le SCFP de l'Ontario mène une campagne contre la privatisation d'Hydro One dans le cadre de la Coalition Keep Hydro Public (Gardons les services d'électricité publics) et est actuellement engagé dans une poursuite pour abus de pouvoir contre le gouvernement de l'Ontario au sujet de cette privatisation.

Le SCFP fait valoir que la nouvelle dette d'Hydro One de 6 milliards \$ va mettre les consommateurs d'électricité en Ontario à risque d'augmentations de tarifs encore plus élevées que celles qu'ils affrontent déjà. Selon le syndicat, depuis que les intérêts privés ont pris le contrôle majoritaire d'Hydro One au printemps dernier, la société a déjà demandé et obtenu une augmentation des tarifs. L'édification d'empire par Hydro One comprend non seulement Avista mais tous les services publics locaux de distribution d'électricité en Ontario.

Un communiqué de presse du 20 septembre du SCFP qui dénonce l'achat d'Hydro One déclare que «

l'achat par Hydro One d'un service de distribution américain met la folie des grandeurs avant le bien des contribuables de l'Ontario ».

En référence aux bâtisseurs d'empire, le président de l'Ontario du SFCP, Fred Hahn dit ce qui suit dans le communiqué : « Si vous aviez besoin d'une preuve que la privatisation d'Hydro One est une mauvaise chose pour la population de l'Ontario, la voici. Sous contrôle public, le mandat de l'entreprise était d'offrir une électricité fiable et abordable aux Ontariens. C'est maintenant une entreprise prédatrice privée axée sur les profits et l'établissement d'un empire privé de l'électricité. Et elle s'endette de milliards \$, dette que la population de l'Ontario devra couvrir si son pari ne rapporte pas. Ce n'est pas une bonne chose pour l'Ontario et ce n'est maintenant pas une bonne chose pour la population de l'Oregon, de Washington et de l'Alaska. [...] Nos grands-parents ont acheté et payé le réseau d'électricité de l'Ontario afin de s'assurer que notre province puisse toujours compter sur une électricité fiable et abordable pour nos foyers, nos industries et nos petites entreprises. Et maintenant, le ministre de l'Énergie de l'Ontario Glen Thibeault a l'audace de tenter de présenter cette situation comme étant une conséquence positive et prévue du plan de privatisation de son gouvernement — c'est orwellien. »



## **Santé Canada autorise une clinique privée du Nouveau-Brunswick à rémunérer les donneurs de plasma**



**Manifestation à Halifax le 24 mars 2016 pour demander au gouvernement provincial de ne pas laisser ouvrir une clinique de plasma sanguin rémunéré**

Le 24 juillet, Santé Canada a autorisé la compagnie privée Canadian Plasma Resources à rémunérer les donneurs de plasma sanguin à sa clinique de Moncton au Nouveau-Brunswick. La compagnie a l'intention de vendre à des compagnies pharmaceutiques étrangères le plasma qu'elle achètera aux Canadiens. La clinique est ouverte depuis quelques mois à des supposées fins de formation et le plasma recueilli était jusqu'à maintenant jeté ou offert pour la recherche.

Canadian Plasma Resources opère actuellement une clinique de collecte de plasma à Saskatoon. Elle

avait deux cliniques en Ontario mais elles ont été fermées suite à l'adoption de lois provinciales en 2014. Les donneurs à la clinique de Saskatoon et ceux de la clinique de Moncton reçoivent un certificat cadeau VISA d'une valeur d'entre 25 \$ et 50 \$ en échange de leur plasma.

Santé Canada a accordé le feu vert à la clinique de plasma rémunéré de Moncton en dépit de l'opposition grandissante du peuple du Nouveau-Brunswick et partout au Canada. Les activistes de la campagne pour interdire la collecte rémunérée de Plasma travaillent au sein de la Coalition canadienne de la santé et de ses chapitres provinciaux comme la Coalition de la santé du Nouveau-Brunswick. Ils rappellent la situation du début des années 1980 et 1990 alors que 30 000 Canadiens avaient été infectés par le VIH et l'hépatite C via les transfusions de sang. Une commission royale d'enquête présidée par le juge Horace Krever sur le scandale du sang contaminé avait fait des recommandations comme la création d'une nouvelle agence du sang, la Société canadienne du sang, et une réglementation plus rigoureuse.



Dans son rapport, le juge Krever disait que l'approvisionnement canadien de sang devait être guidé par cinq principes fondamentaux :

- le sang est une ressource publique ;
- les donneurs ne devraient pas être rémunérés ;
- il faut recueillir suffisamment de sang pour répondre aux besoins du pays et ne pas avoir à en importer ;
- l'accès au sang et aux produits sanguins doit être gratuit et universel ;
- la sécurité en approvisionnement en sang est primordiale.

Le rapport Krever recommandait aussi de recueillir suffisamment de sang, de plasma et de plaquettes au Canada pour répondre aux besoins du pays en constituants sanguins et en produits sanguins.

« Je ne comprends pas que la ministre fédérale de la Santé, Jane Philpott, permette que le Canada recule de la sorte et mette en péril la sécurité de notre système de collecte de sang », écrivait en avril dernier Adrienne Silnicki, coordonnatrice nationale de la Coalition canadienne de la santé au sujet du dispensaire du Canadian Plasma Resources en Saskatchewan. « Même si toutes les preuves provenant d'autres pays montrent qu'un système de plasma où on rémunère le donneur fera concurrence à notre système volontaire, le gouvernement fédéral accorde quand même le feu vert à cette compagnie », a-t-elle dit.

Le gouvernement fédéral prétend qu'il doit offrir une concurrence aux dispensaires volontaires publics en créant des dispensaires privés où on rémunère le donneur pour combler le fossé entre la demande et l'offre au pays. Plutôt que de veiller à ce que l'offre de plasma au pays soit comblée par des dispensaires publics, le gouvernement profite de la pénurie actuelle de sang pour autoriser la privatisation d'un autre volet des soins de santé.

Plutôt que d'accroître l'approvisionnement volontaire au pays, Canadian Blood Services a même fermé certains de ses centres volontaires de collecte de plasma, ce qui ouvre toute grande la porte à la propagande que les soins de santé privés sont nécessaires pour concurrencer un système public gratuit et universel accessible à tous les Canadiens.



On voit clairement qu'il s'agit ici d'une manipulation puisque Canadian Plasma Resources va exporter le plasma canadien pour le vendre sur le marché international, probablement aux États-Unis, où il sera combiné à de vastes quantités de plasma provenant d'autres donneurs rémunérés. Une situation similaire se développe dans le commerce international privé à but lucratif d'organes humains.



En fin de compte, il n'y aura pas une plus grande autosuffisance en produits de plasma. Le Canada devra continuer d'importer des médicaments à base de plasma à moins que Canadian Blood Services n'augmente le nombre de ses centres de collecte volontaire de plasma afin d'en augmenter l'approvisionnement. En autorisant Canadian Plasma Resources à prélever le plasma de donneurs rémunérés, Santé Canada et les gouvernements de la Saskatchewan et du Nouveau-Brunswick préconisent le commerce mondial privé et à but lucratif du plasma plutôt que de veiller à ce que le Canada devienne autosuffisant. Cela permet une domination et un contrôle accru du système de santé canadien par les compagnies pharmaceutiques mondiales et d'autres oligopoles médicaux.

La Coalition de la santé fait aussi valoir que ce commerce international de plasma sur les marchés mondiaux dans le contexte de l'ALÉNA et des accords de libre-échange dominés par la grande entreprise va encore augmenter la pression contre le droit souverain des nations de développer leurs propres systèmes de santé, y compris un système interne et public d'approvisionnement de plasma et d'autres produits nécessaires à un système de santé public, gratuit et universel qui garantit le droit du peuple à des soins de santé.

La résistance au feu-vert accordé par Santé Canada au dispensaire privé pour rémunérer les donneurs de plasma à Moncton ne va pas s'essouffler. *Forum ouvrier* a parlé récemment avec Daniel Légère, le président de la section du Nouveau-Brunswick du Syndicat canadien de la Fonction publique, qui fait partie de la Coalition de la santé, qui a dit ceci : « Cette coalition est ici pour rester. Depuis plusieurs mois, nous menons cette campagne, nous avons organisé des manifestations, nous avons embauché une personne qui s'occupe du bureau à temps plein, nous avons mené une campagne dans les médias sociaux, etc. La résistance va se poursuivre et probablement s'intensifier puisque le Nouveau-Brunswick s'en va en élection générale en septembre 2018 et je suis convaincu que cette question va être un enjeu électoral. »

(Photos: TML, R. Devet.)



---

## À nos lecteurs

Avec ce numéro, *Forum ouvrier* prend une pause et le prochain numéro paraîtra à la Fête du travail, le 4 septembre 2017.

Pendant ce temps, nous vous appelons à continuer d'appuyer ce travail important de briser le silence sur les conditions de vie et de travail des travailleurs à l'échelle du pays en envoyant vos opinions, vos rapports et vos photos de même qu'en partageant le *Forum ouvrier* avec vos amis et vos



collègues de travail et tous ceux qui se battent pour la dignité du travail et à la défense des droits de tous.

Nous faisons appel à vous également pour appuyer financièrement le Centre ouvrier du PCC(M-L) afin de rendre son travail possible, dont la publication de *Forum ouvrier*. Votre appui sous toutes ses formes est grandement apprécié.



Nous vous souhaitons le meilleur été possible.

*Équipe éditoriale et technique de Forum ouvrier*

*\* Pour faire une contribution par la poste, envoyer un chèque ou un mandat à l'ordre du PMLC.à : CP 666, succursale « C », Montréal, Québec, H2L 4L5*

*Veillez fournir votre nom et adresse au complet pour toute contribution de plus de 20 \$ car le PMLC vous fournira un reçu aux fins d'impôt. Le plafond de contribution à un parti politique enregistré permis par la loi en 2017 est de 1 550 \$.*



---

**NUMÉROS PRÉCÉDENTS | ACCUEIL**

**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Email: [forumouvrier@cpcml.ca](mailto:forumouvrier@cpcml.ca)**